

Actualité de l'Agence France Trésor page 1	Actualité économique page 2	Données générales sur la dette page 3	Marché secondaire page 5	Dette négociable de l'État page 6	Économie française et comparaisons internationales page 8
-----------------------------------------------	--------------------------------	------------------------------------------	-----------------------------	--------------------------------------	--------------------------------------------------------------

L'Agence France Trésor a pour mission de gérer la dette et la trésorerie de l'État au mieux des intérêts du contribuable et dans les meilleures conditions de sécurité

## Actualité de l'Agence France Trésor

### Programme de stabilité 2015-2018 et programme national de réforme 2015 : qu'en attendre ?

Le 15 avril, le gouvernement français a publié deux documents importants, qui auront un impact économique et financier bien au-delà de 2015.

En premier lieu, le programme de stabilité 2015-2018, a défini une trajectoire de redressement des finances publiques plus ambitieuse que celle recommandée le 10 mars par la Commission européenne : la France prévoit ainsi de ramener son déficit public de 3,8% du PIB en 2015 à 2,7% du PIB en 2017, alors que la Commission européenne recommandait des « objectifs de déficit global de 4% du PIB en 2015, 3,4% du PIB en 2016 et 2,8% du PIB en 2017 ». Ce déficit public passerait sous la barre des 2% en 2018, à 1,9%. La dette publique, à 96,3% du PIB en 2015, atteindrait quant à elle un point haut de 97% en 2017, avant de décroître à 95,5% en 2018.

Ce scénario repose sur un ajustement structurel de 0,5 point de PIB pour chacune des années 2015 à 2017, une nette baisse de la dépense publique (revenant de 55,4% du PIB en 2015 à 54,2% en 2017, hors crédits d'impôt) et une légère décreue des prélèvements obligatoires (passant de 44,4% du PIB en 2015 à 44,2% en 2017).

Pour la première fois, les hypothèses de croissance retenues pour 2015 (1%) et 2016 (1,5%) ont été jugées « prudentes » par le Haut Conseil des Finances Publiques, puisqu'elles sont inférieures aux prévisions moyennes du Consensus Forecast, ou à celles du FMI (qui prévoit 1,2% 2015) ou de l'OCDE (qui table sur 1,7% en 2016). En 2014, le HCFP avait pu juger ces prévisions « réalistes » ou « optimistes ».

On note par ailleurs que ce programme est bâti sur une accélération de la consommation des ménages permise par la baisse du prix du pétrole et la faiblesse de l'inflation, une hausse de la demande extérieure adressée à la France favorisée par la dépréciation de l'euro, et un redémarrage graduel de l'investissement des entreprises non financières. Au total, ce programme de stabilité ancre la volonté des autorités françaises d'accélérer le redressement des comptes publics, conformément à nos engagements européens.

Cette volonté s'exprime également dans la stratégie de

changement présentée dans le programme national de réforme (PNR). Il détaille les orientations et le contenu des réformes à venir, notamment dans les 3 directions suivantes :

- **Améliorer la compétitivité-coût des entreprises** : 40 Md€ de réduction d'impôts et de charges sont prévus à l'horizon 2017 avec le CICE et le Pacte de responsabilité. Près de 25 Md€ sont d'ores et déjà votés et en vigueur au 1er janvier 2015. 8 Md€ seront votés dans la loi de finances 2016, dont 5 Md€ au titre de nouveaux allègements de cotisations sociales. Les résultats déjà obtenus seront donc confortés : depuis 2014, le coût moyen du travail dans l'industrie en France est inférieur à celui de l'Allemagne ;

- **Fluidifier le fonctionnement du marché du travail** : le projet de loi de modernisation du dialogue social, qui sera discuté à l'Assemblée nationale d'ici l'été, prévoit le regroupement des 17 obligations annuelles d'information et de consultation en 3 obligations ; par ailleurs, au 1er janvier 2016, le revenu de solidarité active et la prime pour l'emploi seront fusionnés en une prime plus favorable à l'activité ; enfin, en 2016, la nouvelle convention d'assurance chômage définira des règles d'indemnisation plus incitatives au retour à l'emploi.

- **Simplifier les formalités administratives des entreprises** : d'ici début 2016, les PME auront un accès simplifié aux 20 000 marchés publics passés chaque année par l'Etat, les démarches administratives seront à 100% en ligne, le principe du silence valant accord sera élargi aux procédures des collectivités territoriales et organismes de service public.

Ces mesures devraient engendrer une hausse significative de l'activité économique, estimée à 3,3 points de PIB à horizon 2020. L'effet du PNR et du programme de stabilité sur la confiance des acteurs économiques et sur la perception de l'économie française sera important : ces deux programmes confortent en effet la stratégie de renforcement de la compétitivité de la France dans le contexte européen.

Programme national de réforme 2015 :

[http://www.economie.gouv.fr/files/programme\\_national\\_reforme\\_2015.pdf](http://www.economie.gouv.fr/files/programme_national_reforme_2015.pdf)

## Pourquoi le QE européen est différent.

Par Gianluca Salford, Stratégiste taux européens, J.P.Morgan



La baisse des taux obligataires s'est prolongée après l'annonce du QE de la BCE le 22 janvier. Ce mouvement contraste avec celui observé au Royaume-Uni, États-Unis et Japon, où les annonces étaient associées à des surprises macroéconomiques positives et des taux plus élevés. Alors que la zone euro a montré des signes inattendus de reprise au cours des derniers mois, les taux européens ont continué de baisser. Nous analysons ci-dessous les causes pouvant expliquer les spécificités du QE européen.

**Emissions nettes:** au Royaume-Uni et surtout aux États-Unis, les achats d'actifs étaient importants en % du PIB. Mais le déficit à financer était lui aussi très élevé, résultant en une offre nette encore positive post-QE. Au contraire, les achats de la BCE ont lieu dans un contexte d'expansion budgétaire limitée : les projections pointent vers des déficits en deçà de 3% pour la zone, et même un léger excédent en Allemagne.

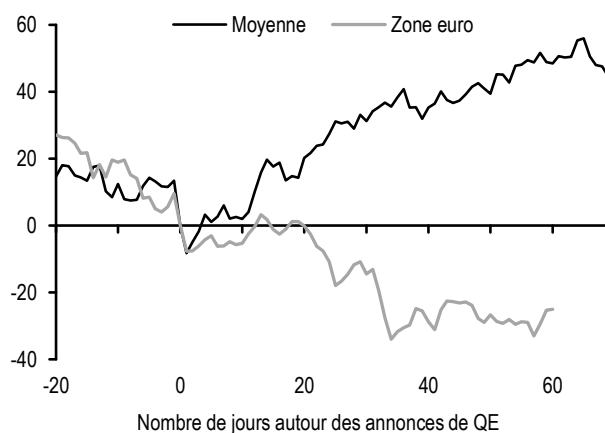
**Base d'investisseurs :** les émissions nettes sont également négatives dans le cas du QQE japonais, mais les flux vendeurs viennent principalement des banques domestiques. En zone euro, beaucoup de contraintes pratiques empêchent une sortie rapide des obligations d'état : les banques sont inondées de liquidités (TLTROs), les assurances et les fonds de pension sont sujets à des contraintes réglementaires/comptables et la grande majorité des investisseurs étrangers sont des banques centrales, à des fins de diversification.

**Taux directeurs :** l'environnement de taux directeurs négatifs pousse les investisseurs à étendre leur duration et à s'exposer davantage au risque de crédit et de liquidité, en compétition directe avec la BCE.

**Détails du QE :** le message du 22 janvier a été plus agressif que ce que le marché anticipait : le programme sera exécuté au moins jusqu'en septembre 2016 (réitéré par M. Draghi en avril) ; il inclut les maturités jusqu'à

30 ans, avec en principe une distribution proportionnelle des achats.

**Autres facteurs :** les incertitudes autour du calendrier de la première hausse de taux par la Fed et du rythme de la normalisation pèsent sur les taux au niveau global. En zone euro, la crainte d'un défaut grec et de sa possible sortie de la zone contribuent à la constitution d'une prime pour les actifs de qualité.



Performance des taux 10 ans autour des annonces de QE ; moyennes aux US, UK et Japon\* vs. zone euro\*\* ; pb

\*US QE1 : 18Mar09, QE2 : 3Nov10, Operation Twist : 21Sep11, QE3 : 12Dec12; UK QE : 6Mar09; Japan QQE : 4Apr13, Euro area QE : 22Jan15.

\*\*Moyenne des taux 10 ans en Autriche, Belgique, Finlande, France, Allemagne, Irlande, Italie, Pays-Bas, Portugal et Espagne; pondérée par la taille du marché obligataire.

**J.P Morgan Disclaimer :** Ces informations sont extraites des publications du Département de Recherche de J.P. Morgan. Toutes les opinions exprimées reflètent précisément les vues personnelles de l'Analyste sur les instruments financiers ou sur les émetteurs. Ce document est fourni à titre indicatif et ne doit pas être perçu comme une recommandation, une offre ou une sollicitation à l'achat ou à la vente d'un titre ou de tout autre instrument financier ou stratégie d'investissement. Tous les prix de marché, données et autres informations sont susceptibles de changer à tout moment et sans préavis. En aucun cas J.P. Morgan ne serait être tenu responsable de toute utilisation, décision ou action prise par toute partie sur la base des informations contenues dans ce document. J.P. Morgan ne serait également être tenu responsable de toute inexactitude, erreur, ou omission, présente dans ce document.

**Avertissement :** en ouvrant cette tribune, l'Agence France Trésor offre à des économistes l'occasion d'exposer librement leur opinion ; les propos ici exprimés n'engagent donc que les auteurs et en aucun cas l'Agence France Trésor, ni le Ministère des Finances et des Comptes publics.

Calendrier indicatif d'adjudication

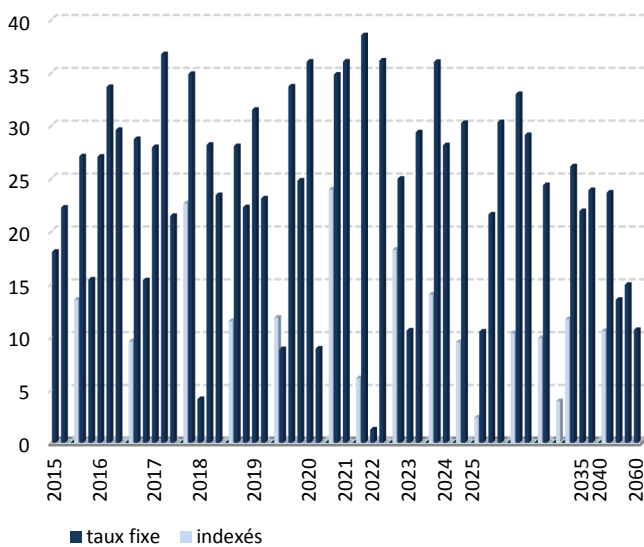
		Court terme					Moyen terme	Long terme	Indexés
Mai 2015	date d'adjudication	4	11	18	26		21	7	21
	date de règlement	6	13	20	28		26	11	26
Juin 2015	date d'adjudication	1	8	15	22	29	18	4	18
	date de règlement	3	10	17	24	01/07	22	8	22

décalages (jours fériés, etc.)

Source : Agence France Trésor

Dette négociable à moyen et long terme de l'État  
au 31 mars 2015

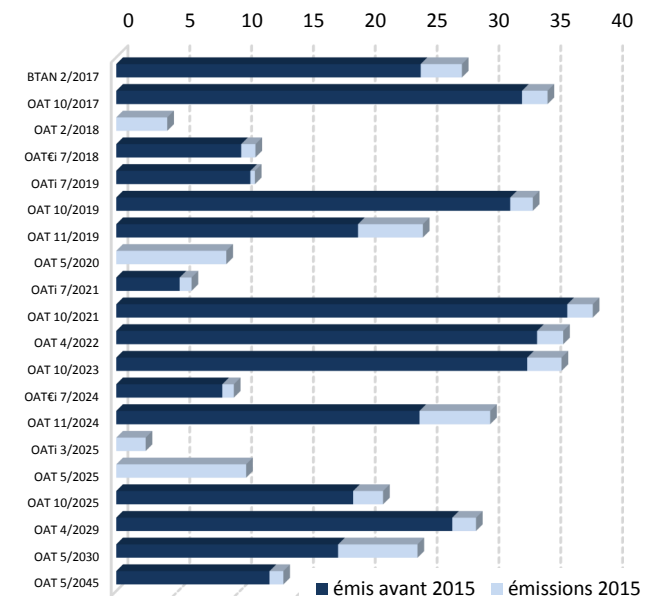
Encours actualisé par ligne, en milliards d'euros



Source : Agence France Trésor

Moyen et Long Terme : émissions de l'année et cumul  
au 31 mars 2015

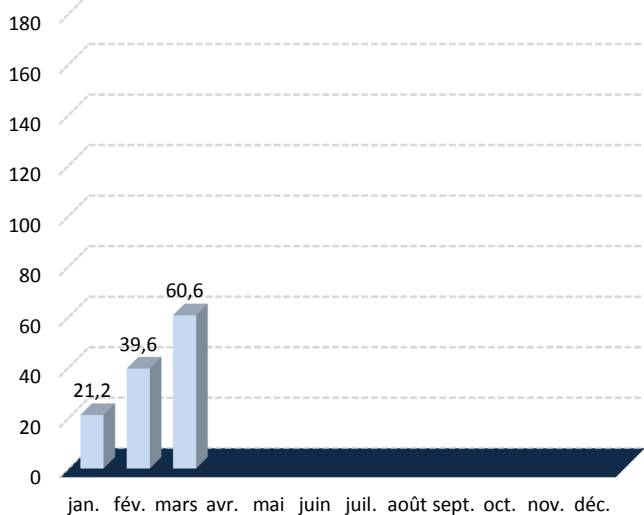
En milliards d'euros



Source : Agence France Trésor

Émissions nettes des rachats au 31 mars 2015

En milliards d'euros



Source : Agence France Trésor

Moyen et Long Terme : échéancier prévisionnel  
au 31 mars 2015

En milliards d'euros

Mois	Intérêts	Amortissements
avr-15	16,1	18,1
mai-15	2,8	
juin-15	0,4	
juil-15	4,4	33,7
août-15		
sept-15	0,4	
oct-15	15,6	27,1
nov-15	1,1	15,4
déc-15		
janv-16		
févr-16	1,0	22,5
mars-16		

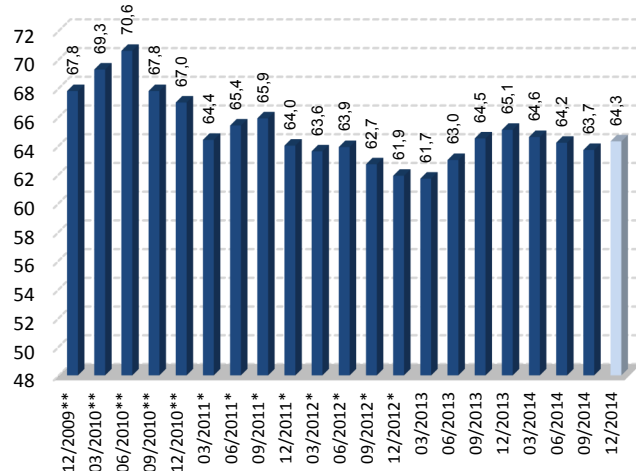
Source : Agence France Trésor

## Données générales sur la dette



### Détention par les non-résidents des titres de la dette négociable de l'État : 4<sup>ème</sup> trimestre 2014

En % de la dette négociable exprimée en valeur de marché



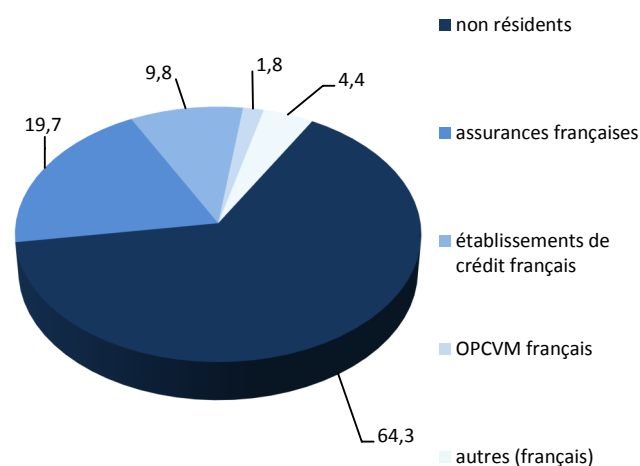
\* Chiffres établis avec les positions titres trimestrielles

\*\* Chiffres révisés avec la position titres définitive

Source : Banque de France

### Détention des titres de la dette négociable de l'État par groupe de porteurs : 4<sup>ème</sup> trimestre 2014

Structure en % exprimée en valeur de marché



Source : Banque de France

### Dette négociable de l'État au 31 mars 2015

En euros

Total Dette à Moyen et Long Terme	1 390 218 147 448
Encours démembré	62 485 876 100
Durée de vie moyenne	7 ans et 283 jours
Total Dette à Court Terme	172 423 500 000
Durée de vie moyenne	112 jours
<b>ENCOURS TOTAL</b>	<b>1 562 641 647 448</b>
<b>Durée de vie moyenne</b>	<b>6 ans et 348 jours</b>

Source : Agence France Trésor

### Dette négociable de l'État et contrats d'échanges de taux d'intérêt (« swaps ») au 31 mars 2015

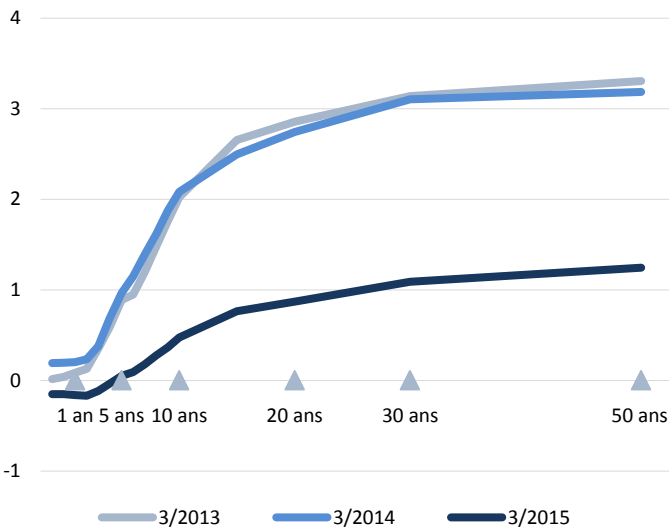
En milliards d'euros

	Fin 2012	Fin 2013	Fin 2014	Fin février 2015	Fin mars 2015
<b>Encours de la dette négociable</b>	<b>1 386</b>	<b>1 457</b>	<b>1 528</b>	<b>1 543</b>	<b>1 563</b>
<i>dont titres indexés</i>	173	174	189	191	190
Moyen et Long Terme	1 220	1 283	1 352	1 374	1 390
Court Terme	167	174	175	168	172
<b>Encours de swaps</b>	<b>10</b>	<b>7</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>6</b>
<b>Durée de vie moyenne de la dette négociable</b>					
avant swaps	7 ans	7 ans	6 ans	7 ans	6 ans
	37 jours	5 jours	363 jours	9 jours	348 jours
après swaps	7 ans	7 ans	6 ans	7 ans	6 ans
	34 jours	2 jours	362 jours	8 jours	347 jours

Source : Agence France Trésor

Courbe des taux sur titres d'État français

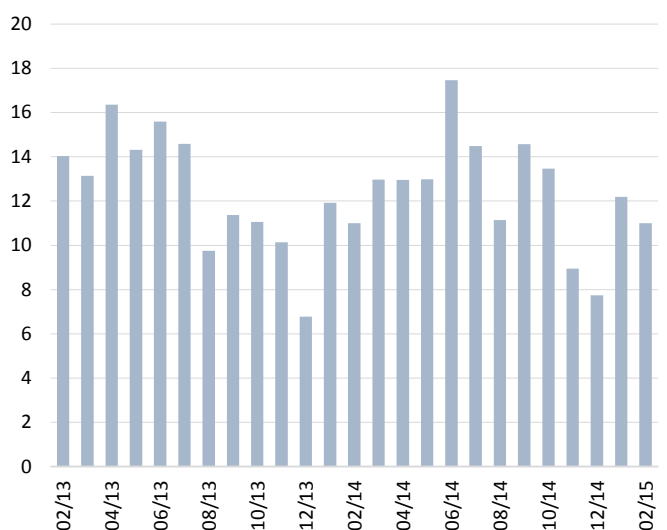
Valeur en fin de mois, en %



Source : Bloomberg

Volume moyen des transactions quotidiennes sur les titres à moyen et long terme

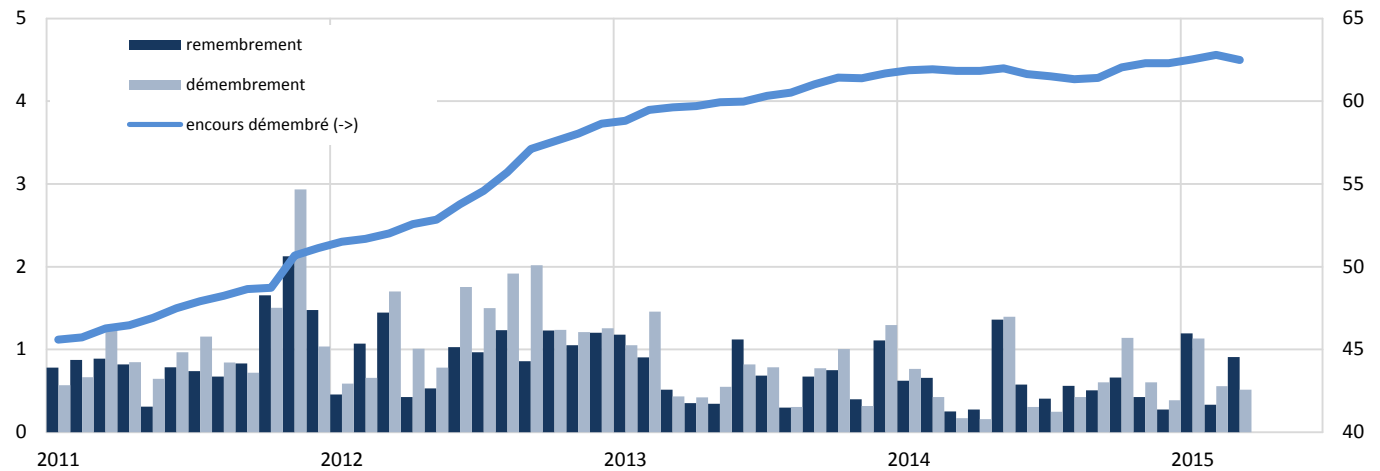
En milliards d'euros



Source : déclarations des SVT

Montant des opérations de démembrement et de remembrement

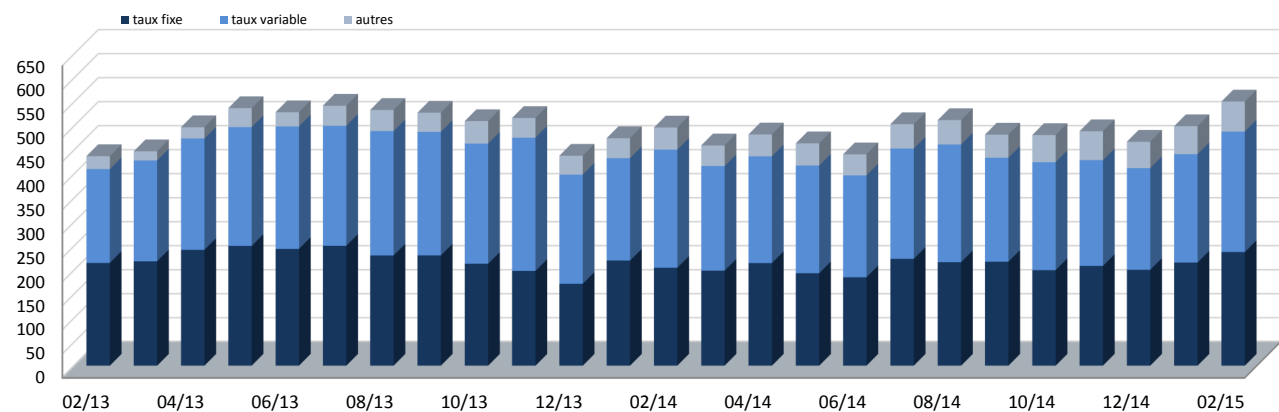
En milliards d'euros



Source : Euroclear

Encours des pensions des SVT en fin de mois

En milliards d'euros



Source : déclarations des SVT

Dette à court terme au 31 mars 2015

	Échéance	Encours (€)
BTF	2 avril 2015	7 555 000 000
BTF	9 avril 2015	7 719 000 000
BTF	15 avril 2015	6 716 000 000
BTF	22 avril 2015	6 894 500 000
BTF	30 avril 2015	8 450 000 000
BTF	6 mai 2015	7 350 000 000
BTF	13 mai 2015	6 571 000 000
BTF	20 mai 2015	7 670 000 000
BTF	28 mai 2015	7 413 000 000
BTF	3 juin 2015	8 161 000 000
BTF	10 juin 2015	7 529 000 000
BTF	17 juin 2015	7 974 000 000
BTF	25 juin 2015	7 579 000 000
BTF	8 juillet 2015	6 110 000 000
BTF	23 juillet 2015	7 254 000 000
BTF	5 août 2015	6 492 000 000
BTF	20 août 2015	8 310 000 000
BTF	16 septembre 2015	7 218 000 000
BTF	14 octobre 2015	6 592 000 000
BTF	11 novembre 2015	6 573 000 000
BTF	9 décembre 2015	6 698 000 000
BTF	6 janvier 2016	7 416 000 000
BTF	3 février 2016	7 441 000 000
BTF	2 mars 2016	4 738 000 000

Dette à moyen et long terme (échéances 2015–2018) au 31 mars 2015

code	libellé	encours (€)	coeff. ind.	encours nomi. (€)	démembrés (€)
	<b>Échéance 2015</b>	<b>96 305 920 773</b>			
FR0010163543	OAT 3,5% 25 avril 2015	18 054 313 893			0
FR0118462128	BTAN 2% 12 juillet 2015	22 226 000 000			–
FR0010135525	OAT€i 1,6% 25 juillet 2015	13 523 606 880 (1)	1,17474	11 512 000 000	0
FR0010216481	OAT 3% 25 octobre 2015	27 077 000 000			0
FR0011452721	OAT 0,25% 25 novembre 2015	15 425 000 000			0
	<b>Échéance 2016</b>	<b>143 898 076 680</b>			
FR0119105809	BTAN 2,25% 25 février 2016	27 041 000 000			–
FR0010288357	OAT 3,25% 25 avril 2016	33 633 000 000			0
FR0119580050	BTAN 2,5% 25 juillet 2016	29 575 000 000			–
FR0119105791	BTANi 0,45% 25 juillet 2016	9 585 076 680 (1)	1,03802	9 234 000 000	–
FR0000187361	OAT 5% 25 octobre 2016	28 713 000 000			259 017 000
FR0011857218	OAT 0,25% 25 novembre 2016	15 351 000 000			0
	<b>Échéance 2017</b>	<b>143 632 891 650</b>			
FR0120473253	BTAN 1,75% 25 février 2017	27 950 000 000			–
FR0010415331	OAT 3,75% 25 avril 2017	36 737 000 000			0
FR0120746609	BTAN 1% 25 juillet 2017	21 443 000 000			–
FR0010235176	OATi 1% 25 juillet 2017	22 627 891 650 (1)	1,12047	20 195 000 000	0
FR0010517417	OAT 4,25% 25 octobre 2017	34 875 000 000			0
	<b>Échéance 2018</b>	<b>117 520 502 040</b>			
FR0012634558	OAT 0% 25 février 2018	4 125 000 000			0
FR0010604983	OAT 4% 25 avril 2018	28 170 000 000			0
FR0011394345	OAT 1% 25 mai 2018	23 412 000 000			0
FR0011237643	OAT€i 0,25% 25 juillet 2018	11 501 502 040 (1)	1,02172	11 257 000 000	0
FR0010670737	OAT 4,25% 25 octobre 2018	28 047 000 000			0
FR0011523257	OAT 1% 25 novembre 2018	22 265 000 000			0

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

Dette à moyen et long terme (échéances 2019 et plus) au 31 mars 2015

code	libellé	encours (€)	coeff. ind.	encours nomi. (€)	démembrés (€)
<b>Échéance 2019</b>		<b>133 743 620 268</b>			
FR0000189151	OAT 4,25% 25 avril 2019	31 478 000 000			0
FR0011708080	OAT 1% 25 mai 2019	23 095 000 000			0
FR0010850032	OATi 1,3% 25 juillet 2019	11 820 272 400 (1)	1,05444	11 210 000 000	0
FR0000570921	OAT 8,5% 25 octobre 2019	8 844 392 893			6 010 885 100
FR0010776161	OAT 3,75% 25 octobre 2019	33 683 000 000			0
FR0011993179	OAT 0,5% 25 novembre 2019	24 793 000 000			0
FR0000570954	OAT cap. 9,82% 31 décembre 2019	29 954 975 (2)		6 692 154	-
<b>Échéance 2020</b>		<b>103 679 629 250</b>			
FR0010854182	OAT 3,5% 25 avril 2020	36 032 000 000			0
FR0012557957	OAT 0% 25 mai 2020	8 900 000 000			0
FR0010050559	OAT€i 2,25% 25 juillet 2020	23 946 629 250 (1)	1,19883	19 975 000 000	0
FR0010949651	OAT 2,5% 25 octobre 2020	34 801 000 000			0
<b>Échéance 2021</b>		<b>80 663 000 000</b>			
FR0010192997	OAT 3,75% 25 avril 2021	36 041 000 000			0
FR0011347046	OATi 0,1% 25 juillet 2021	6 092 000 000 (1)	0,99860	6 092 000 000	0
FR0011059088	OAT 3,25% 25 octobre 2021	38 530 000 000			0
<b>Échéance 2022</b>		<b>80 592 631 970</b>			
FR0000571044	OAT 8,25% 25 avril 2022	1 243 939 990			487 668 400
FR0011196856	OAT 3% 25 avril 2022	36 140 000 000			0
FR0010899765	OAT€i 1,1% 25 juillet 2022	18 251 691 980 (1)	1,06573	17 126 000 000	0
FR0011337880	OAT 2,25% 25 octobre 2022	24 957 000 000			0
<b>Échéance 2023</b>		<b>89 980 994 583</b>			
FR0000571085	OAT 8,5% 25 avril 2023	10 606 195 903			5 952 300 200
FR0011486067	OAT 1,75% 25 mai 2023	29 346 000 000			0
FR0010585901	OATi 2,1% 25 juillet 2023	14 020 798 680 (1)	1,08621	12 908 000 000	0
FR0010466938	OAT 4,25% 25 octobre 2023	36 008 000 000			571 585 000
<b>Échéance 2024</b>		<b>67 873 000 000</b>			
FR0011619436	OAT 2,25% 25 mai 2024	28 128 000 000			0
FR0011427848	OAT€i 0,25% 25 juillet 2024	9 510 000 000 (1)	0,99801	9 510 000 000	0
FR0011962398	OAT 1,75% 25 novembre 2024	30 235 000 000			46 000 000
<b>Échéance 2025</b>		<b>34 456 928 118</b>			
FR0012558310	OATi 0,1% 1 mars 2025	2 379 000 000 (1)	0,99008	2 379 000 000	0
FR0012517027	OAT 0,5% 25 mai 2025	10 502 000 000			0
FR0000571150	OAT 6% 25 octobre 2025	21 575 928 118			3 106 964 400
<b>Échéance 2026</b>		<b>30 306 000 000</b>			
FR0010916924	OAT 3,5% 25 avril 2026	30 306 000 000			69 813 000
<b>Échéance 2027</b>		<b>43 340 019 520</b>			
FR0011008705	OAT€i 1,85% 25 juillet 2027	10 369 019 520 (1)	1,05024	9 873 000 000	0
FR0011317783	OAT 2,75% 25 octobre 2027	32 971 000 000			0
<b>Échéance 2028</b>		<b>22 534 786</b>			
FR0000571226	OAT zéro coupon 28 mars 2028	22 534 786 (3)		46 232 603	-
<b>Échéance 2029</b>		<b>38 989 630 810</b>			
FR0000571218	OAT 5,5% 25 avril 2029	29 091 880 458			3 481 609 100
FR0000186413	OATi 3,4% 25 juillet 2029	9 897 750 352 (1)	1,23828	7 993 144 000	0
<b>Échéance 2030</b>		<b>28 289 000 000</b>			
FR0011883966	OAT 2,5% 25 mai 2030	24 360 000 000			0
FR0011982776	OAT€i 0,7% 25 juillet 2030	3 929 000 000 (1)	0,98518	3 929 000 000	0
<b>Échéance 2031 et plus</b>		<b>156 923 767 000</b>			
FR0000188799	OAT€i 3,15% 25 juillet 2032	11 692 317 160 (1)	1,21466	9 626 000 000	0
FR0000187635	OAT 5,75% 25 octobre 2032	26 135 322 600			11 449 083 400
FR0010070060	OAT 4,75% 25 avril 2035	21 897 000 000			5 319 467 000
FR0010371401	OAT 4% 25 octobre 2038	23 889 000 000			4 819 011 400
FR0010447367	OAT€i 1,8% 25 juillet 2040	10 564 127 240 (1)	1,12516	9 389 000 000	0
FR0010773192	OAT 4,5% 25 avril 2041	23 650 000 000			7 251 550 000
FR0011461037	OAT 3,25% 25 mai 2045	13 513 000 000			698 000 000
FR0010171975	OAT 4% 25 avril 2055	14 926 000 000			7 672 438 000
FR0010870956	OAT 4% 25 avril 2060	10 657 000 000			5 290 484 100

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

(2) y.c. intérêts capitalisés au 31/12/2014 ; non offerte à la souscription

(3) valeur actualisée au 28/03/2014 ; non offerte à la souscription

### Derniers indicateurs conjoncturels

Production industrielle, glissement annuel	0,3%	02/2015
Consommation des ménages*, glissement annuel	1,8%	03/2015
Taux de chômage (BIT)	10,4%	12/2014
Prix à la consommation, glissement annuel		
ensemble	-0,1%	03/2015
ensemble hors tabac	-0,1%	03/2015
Solde commercial, fab-fab, cvs	-3,4 Md€	02/2015
" " " " " "	-3,7 Md€	01/2015
Solde des transactions courantes, cvs	-1,8 Md€	02/2015
" " " " " "	-0,2 Md€	01/2015
Taux de l'échéance constante 10 ans (TEC10)	0,49%	31/3/2015
Taux d'intérêt à 3 mois (Euribor)	0,019%	31/3/2015
Euro / dollar	1,0759	31/3/2015
Euro / yen	128,95	31/3/2015

\* produits manufacturés

Sources : Insee, Minefi, Banque de France

### Situation mensuelle du budget de l'État

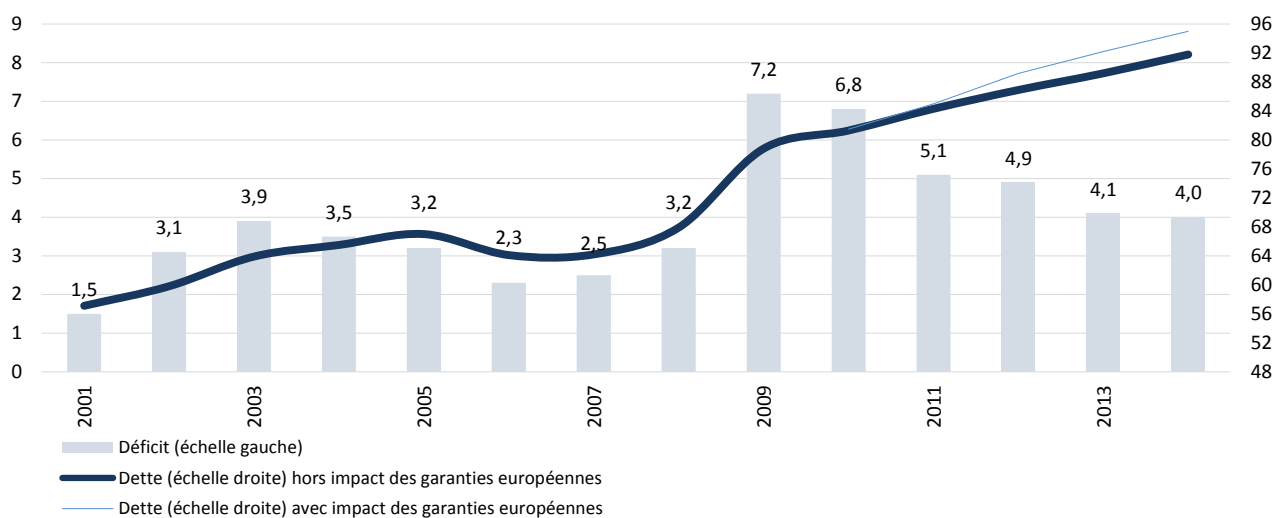
En milliards d'euros

			niveau à la fin février		
	2013	2014	2013	2014	2015
Solde du budget général	-75,43	-85,69	-20,33	-17,97	-16,26
Recettes	301,24	291,97	44,08	46,79	47,94
Dépenses	376,67	377,66	64,41	64,76	64,20
Solde des comptes spéciaux du Trésor	0,56	0,13	-6,79	-7,71	-7,19
<b>Solde général d'exécution</b>	<b>-74,87</b>	<b>-85,56</b>	<b>-27,12</b>	<b>-25,68</b>	<b>-23,45</b>

Source : Minefi

### Finances publiques : déficit et dette

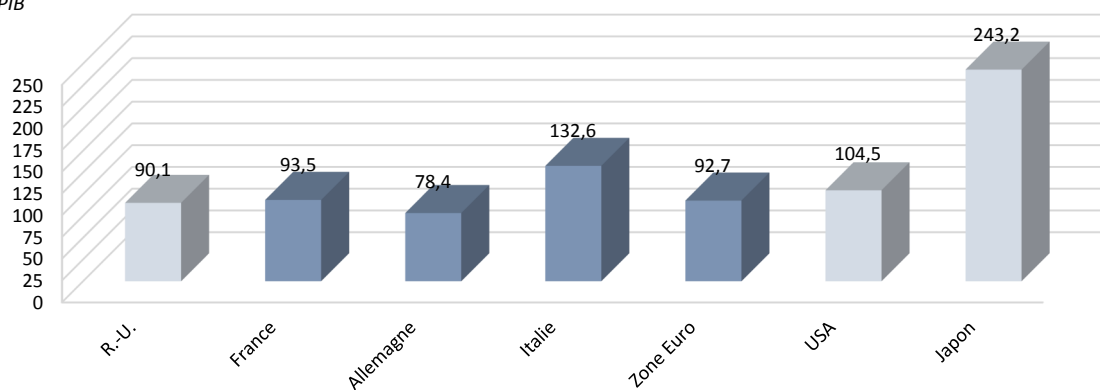
En % du PIB



Sources : Insee

### Dette des administrations publiques en 2013









En % du PIB



Sources : Eurostat (04/2014), FMI (04/2014)



Calendriers des indicateurs économiques français

Mai 2015		Juin 2015	
 6	Investissements dans l'industrie : avril	 1	Demandeurs d'emploi en avril
 7	Commerce extérieur en mars	 4	Demandeurs d'emploi 2015 T1 (BIT)
 7	Production industrielle en mars	 5	Commerce extérieur en avril
 13	Balance des paiements en mars	 10	Production industrielle en avril
 13	Prix à la consommation : indice d'avril	 11	Balance des paiements en avril
 13	Comptes nationaux trimestriels : premiers résultats 2015 T1	 11	Prix à la consommation : indice de mai
 13	Emploi salarié : résultats provisoires 2015 T1	 17	Inflation (IPCH) : indice de mai
 19	Inflation (IPCH) : indice d'avril	 19	Emploi salarié : résultats définitifs 2015 T1
 22	Conjoncture dans l'industrie : enquête mensuelle de mai	 23	Conjoncture dans l'industrie : enquête mensuelle de juin
 27	Conjoncture auprès des ménages : enquête de mai	 24	Demandeurs d'emploi en mai
 29	Construction neuve en avril	 24	Comptes nationaux trimestriels : résultats détaillés 2015 T1
		 26	Conjoncture auprès des ménages : enquête de juin
		 26	Construction neuve en mai
		 30	Prix à la production dans l'industrie : indice de mai
		 30	Dette trimestrielle des administrations publiques 2015 T1
		 30	Consommation des ménages en produits manufacturés en mai

Sources : Insee, Eurostat